



Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions

Rapport annuel sur l'application de la Loi sur la protection des renseignements personnel

**1 avril 2019-
31 mars 2020**

Table des matières

Table des matières	2
1. Introduction	3
2. Structure organisationnelle	4
3. Ordonnance de délégation.....	5
4. Faits saillants du rapport statistique 2019-2020	5
5. Formation et sensibilisation.....	6
6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives.....	6
7. 7.Résumé des principaux problèmes et des mesures prises pour les plaintes ou les vérifications.....	7
8. Suivi de la conformité	7
9. Atteintes substantielles à la vie privée	7
10. Évaluations des incidences sur la vie privée	7
11. Communications pour raison d'intérêt public	7
Annexe 1 Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels.....	8

1. Introduction

Ce rapport, préparé et déposé au Parlement conformément à l'article 72 de *la Loi sur les renseignements personnels* (la Loi), présente La structure organisationnelle de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (la CNER), ses mises à jour procédurales et ses activités liées à la protection de la vie privée au cours de la période visée 2019-2020.

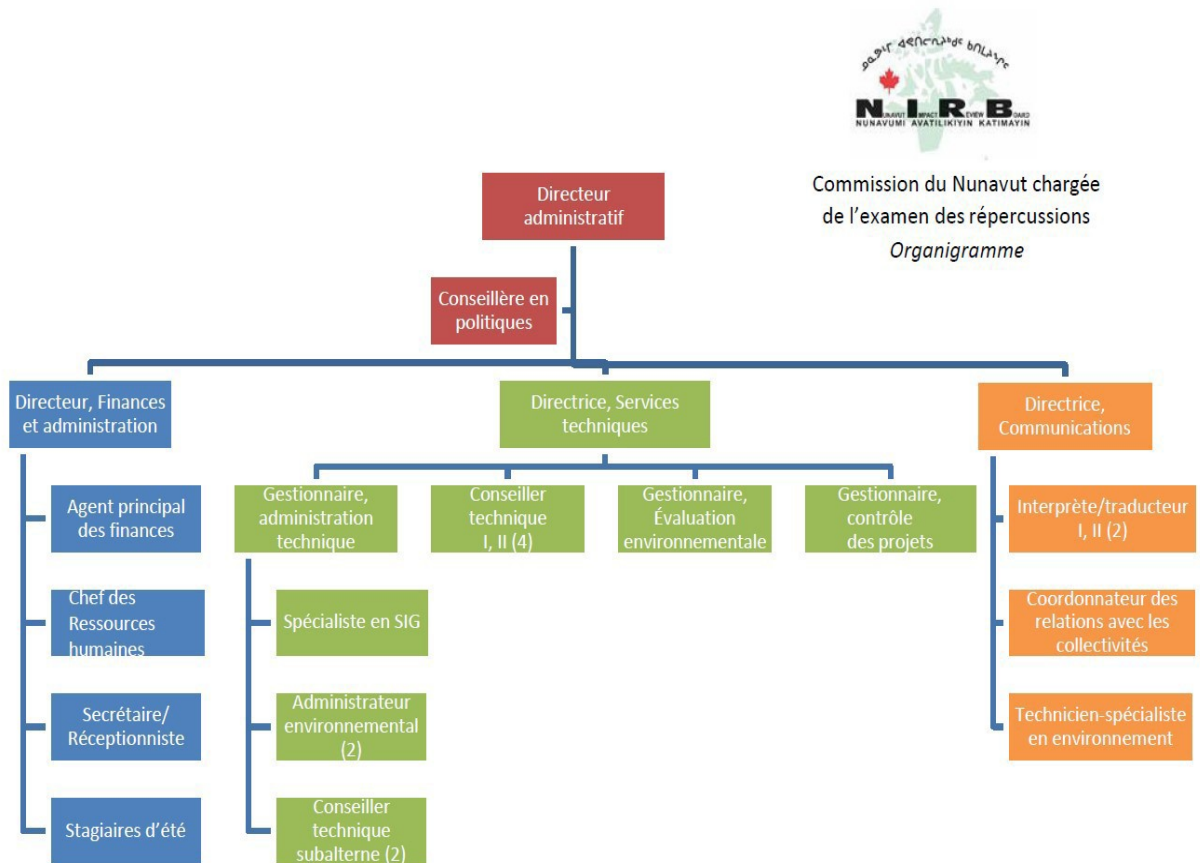
La *Loi sur la protection des renseignements personnels* a pour objet de protéger les renseignements personnels relevant des institutions du gouvernement canadien et d'en garantir une utilisation responsable. La Loi « donne aux citoyens canadiens, aux résidents permanents et aux personnes présentes au Canada le droit d'accéder à leurs renseignements personnels détenus par les institutions gouvernementales assujetties à la Loi, et protège ces renseignements contre la collecte, l'utilisation, la conservation et la divulgation non autorisées. »¹ Elle permet ainsi aux particuliers de mieux contrôler leurs renseignements personnels détenus par les institutions gouvernementales du Canada.

La Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER), créée en vertu de l'*Accord du Nunavut*, a été établie le 9 juillet 1966 en tant qu'institution gouvernementale afin d'évaluer, avant que ne soient approuvées les autorisations requises, les possibles répercussions des projets de développement proposés pour la région du Nunavut. À partir du savoir traditionnel et de méthodes scientifiques reconnues, la CNER évalue les incidences biophysiques et socioéconomiques des propositions puis recommande et décide si les projets peuvent ou non aller de l'avant. La CNER peut également instaurer des programmes de surveillance des répercussions des projets examinés et approuvés. Elle tire son mandat et ses pouvoirs de l'article 12 de l'*Accord du Nunavut* et de la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut*

La CNER s'engage à garantir la confidentialité des renseignements personnels recueillis par le biais de ses processus. Toutefois, malgré le peu de renseignements personnels obtenus, et l'obligation de recevoir une demande d'accès à des renseignements personnels, la CNER maintient de rigoureuses politiques et procédures pour afin de se conformer en tout temps à la Loi.¹

¹ <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/acces-information-protection-reseignements-personnels.html>

2. Structure organisationnelle



La CNER est une organisation relativement petite regroupant vingt-quatre (26) membres qui relèvent du Conseil d'administration. Elle s'articule autour de quatre (4) directions: les Finances et administration, les Services techniques et les Communications supervisés par la Direction générale. Deux (2) membres du personnel sont directement chargés de garantir la conformité à la Loi sur la protection des renseignements personnels (la Loi) : le directeur général et le technologue en environnement

En ce qui concerne la Loi, le directeur général est chargé de s'assurer que la CNER assume les responsabilités qui s'y rattachent et donne son approbation finale à toutes les demandes de renseignements personnels (RP). Le directeur général gère aussi toute consultation sur la Loi, provenant d'autres institutions et organismes gouvernementaux.

En ce qui a trait à la Loi, le technologue en environnement coordonne les réponses aux demandes de RP reçues au titre de la Loi, veille à ce que les processus et procédures de la CNER en lien avec la Loi soient mises à jour, assure un suivi au système de demandes d'accès à l'information en ligne et à la protection des renseignements personnels (AIPRP) et prépare le rapport annuel et le rapport statistique.

La CNER estime que tous les employés ont un rôle à jouer en matière de protection des renseignements personnels; par conséquent, elle maintient des politiques et des protocoles à cette fin.

La CNER peut recevoir des demandes de RP de deux (2) manières. La première, par courrier, sous forme de lettre officielle. La deuxième, par le biais du système en ligne de demandes d'AIPRP, affiché sur le site Web de la CNER, (<http://www.nirb.ca/information-requests>). Ce mécanisme permet facilement aux membres de la population de non seulement soumettre des demandes d'AIPRP à la CNER mais encore d'examiner les autres demandes préalablement soumises.

Notons toutefois que ce mécanisme en ligne de soumission de demandes d'AIPRP est en train d'être progressivement supprimé et remplacé par le service de demandes d'AIPRP en ligne (SDAL). De plus amples détails à ce sujet sont fournis à l'article 6 de ce rapport.

3. Ordonnance de délégation

Les pouvoirs et responsabilités du directeur général de la CNER au titre de la Loi sur la protection des renseignements personnels (la Loi) ne lui ont pas été officiellement conférés par ordonnance de délégation. Néanmoins, tel que susmentionné, les fonctions du technologue en environnement liées à la Loi sont intégrées dans sa description de tâches.

4. Faits saillants du rapport statistique 2019-2020

Le 2 septembre 2020, la CNER a soumis par courriel son rapport statistique 2019 -2020 au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT).. Tel qu'indiqué dans ce rapport, la CNER n'a reçu aucune demande de renseignements personnels (RP) pendant la période de référence. Ce qui se compare aux autres périodes de référence car en fait, la CNER n'a jamais reçu de demande de RP.

Cette absence de demandes de RP s'explique par le fait que la CNER ne recueille que très peu de renseignements personnels. La CNER s'efforce de limiter la collecte de renseignements personnels aux informations requises pour son fonctionnement, conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels. De plus, ses processus sont à forte teneur publique. Par exemple, lors des procédures d'examen de la CNER, les participants émettent leurs opinions personnelles sachant pertinemment qu'ils le font dans un contexte public et que leurs observations seront publiées dans des documents comme les fiches de commentaires ou les transcriptions d'audience. En fait, ce sont surtout des renseignements personnels recueillis en dotation ou en ressources humaines que gère la CNER, notamment des curriculum vitae, des identifications ou des renseignements financiers pour les paiements. Et la CNER maintient un solide jeu de politiques et de procédures pour protéger ce type d'informations.

Le coût indiqué dans ce rapport statistique représente (14 409) un dixième (0.10) du salaire du technologue en environnement. Ce coût couvre les tâches liées à la Loi sur l'accès à l'information et à la

Loi sur la protection des renseignements personnels. Ce montant n'inclut pas le salaire des employés susceptibles de participer à des consultations internes portant sur les demandes d'AIPRP.

Étant donné l'absence de demandes de RP pendant la période visée, il n'y a aucun fait saillant à dégager en ce qui a trait à la répartition des demandes traitées, au temps d'exécution, aux exemptions et exclusions et aux consultations.

Un exemplaire du rapport statistique 2019-2020 de la CNER est joint en annexe 1.

5. Formation et sensibilisation

En Janvier 2019, la CNER a engagé un consultant de la compagnie Tamarack Computers pour diriger des séances de formation CyberSAFE (Securing Assets for End Users) sur la cybersécurité. Cette formation a permis de sensibiliser les employés aux menaces potentielles qu'encouraient les données numériques privées de la CNER et à leur enseigner les meilleures pratiques d'atténuation des risques inhérents à la gestion de ce type de données.

Pendant la période visée par le rapport, plusieurs réunions en tête à tête ont été organisées avec les nouveaux employés pour leur présenter les politiques et procédures de la CNER, y compris celles inhérentes à la conformité à la Loi sur la protection des renseignements personnels. Des rappels sont périodiquement transmis à tous les employés de la CNER et à tous les membres de son Conseil.

6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

Au cours de la période visée 2019-2020, la CNER a poursuivi sa mise en place du Service de demande d'AIPRP en ligne (SDAL). Il s'agit d'une plateforme en ligne à laquelle les membres du public peuvent accéder pour soumettre des demandes d'AIPRP auprès d'une vaste gamme d'institutions fédérales. Ce service a pour but de simplifier le processus de demandes d'AIPRP. La CNER appuie cette initiative qui vise à offrir un système efficace aux utilisateurs et à optimiser la transparence d'un large éventail d'institutions publiques.

Pour garantir la rationalisation du système, la CNER a progressivement retiré son outil AIPRP en 2019-2020. Elle maintiendra toutefois sa page « Demande d'informations » sur son site Web aux fins de rapports; elle a de plus créé un lien avec le site Web SDAL pour permettre aux utilisateurs de soumettre leurs demandes. La CNER envisage en outre d'inscrire sur cette page les autres modes d'accès à l'information afin de réduire le nombre de demandes d'AIPRP qui lui sont soumises pour des documents déjà rendus publics.

La CNER n'a apporté aucun changement à ses politiques, directives, procédures et initiatives assujetties à la Loi sur la protection des renseignements personnels pendant la période visée 2019-2020.

7. Résumé des principaux problèmes et des mesures prises pour les plaintes ou les vérifications

La CNER n'a reçu aucune plainte, ni demande de vérification ou d'enquête pendant la période d'établissement du rapport.

8. Suivi de la conformité

En cas de demande de renseignements personnels (RP), la CNER respectera les échéances prescrites par la Loi sur la protection des renseignements personnels en maintenant de régulières communications entre le technologue en environnement et le directeur général pendant le traitement de la demande ainsi qu'en utilisant le système de traçabilité intégré dans son mécanisme de demande en ligne d'AIRPR. Ce système de traçabilité permet aux utilisateurs internes et externes du site Web de connaître la date de soumission de la demande, son statut actuel et, si réglée, le temps requis à cette fin. Bien que la CNER n'ait jamais reçu de demande de RP, ces pratiques sont en vigueur afin de maintenir une imputabilité entre la direction et le service des communications ainsi qu'entre la CNER et le public.

9. Atteintes substantielles à la vie privée

Pendant la période visée 2019-2020, aucune atteinte substantielle à la vie privée n'a été rapportée au Commissaire à la protection de la vie privée ni à la Division de la protection des renseignements personnels, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

10. Évaluations des incidences sur la vie privée

Pendant la période visée 2019-2020, la CNER n'a effectué aucune évaluation des incidences sur la vie privée.

11. Communications pour raison d'intérêt public

Pendant la période d'établissement du rapport, aucune divulgation pour raison d'intérêt public n'a été faite au sens de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

En cas de question ou de précision sur des points précis de ce rapport, contacter directement le soussigné par téléphone au (867) 983-4608 ou par courriel à kcostello@nirb.ca

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs,



Karen Costello, Directeur général
Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussion



Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution: COMMISSION DU NUNAVUT CHARGÉE DE L'EXAMEN DES RÉPERCUSSIONS

Période visée par le rapport 1 avril 2020 à 31 mars 2020

Partie 1: Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période visée	0
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0
Total	0
Fermées pendant la période visée	0
Reportées à la prochaine période de rapport	0

Partie 2: Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

2.1 Disposition et temps d'exécution

Disposition des demandes	Temps d'exécution							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confoirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	28	0
21	0	22.3	0		

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

2.4 Support des documents divulgués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Total	0	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages divulguées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Exception totale	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0
Total	0	0	0

2

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

[illegible]

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise		Avis juridique sollicité		Renseignements entremêlés		Autre		Total	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exemption totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.6 Retards

2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

Nombre de demandes fermées en retard	Raison principale			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
0	0	0	0	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de jours en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de jours en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
de l'anglais au français	0	0	0
du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Partie 3: Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)(e)	Alinea 8(2)(m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Partie 4: Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Partie 5: Prorogations**5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes**

Disposition des demandes pour lesquelles une prorogation a été accordée	15(a)(i) Entrave au fonctionnement	15(a)(ii) Consultation		15(b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autre	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Tous exceptés	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15(a)(i) Entrave au fonctionnement	15(a)(ii) Consultation		15(b) Aux fins de traduction
		Article 70	Autre	
1 à 15 jours	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Partie 6: Consultations reçues d'autres institutions et organismes

6.1 Consultations reçues d'autres organismes et institutions du gouvernement du Canada

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à examiner	Autres organismes	Nombre de pages à examiner
Reçues pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la dernière période de rapport	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0
En suspens pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0

6.2 Recommandations et délai de traitement pour les consultations reçues d'autres institutions du gouvernement fédéral

Recommandation	Nombre de jours requis pour fermer les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exceptés	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0
Consultation avec une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

6.3 Recommandations et délai de traitement pour les consultations reçues d'autres organismes

Recommandation	Nombre de jours requis pour fermer les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exceptés	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0
Consultation avec une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Partie 7: Délai de traitement des consultations de documents confidentiels du Cabinet

7.1 Demandes auprès des services juridiques

[illegible]

181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Demandes auprès du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1000 pages traitées		1001 à 5000 pages traitées		Plus de 5000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Partie 8: Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Poursuite en	Total
0	0	0	0	0

Partie 9: Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP)

Nombre d'EFVP effectuées	0
--------------------------	---

Partie 10: Ressources liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

10.1 CCoûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$14,409
Biens et services		\$0
Goods and Services		\$0
• Contrats de services professionnels		\$0
• Autre		
Total		\$14,409

10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personne consacrées à des activités relatives à la
Employés à temps plein	0.10
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Personnel régional	0.00
Consultants et personnel d'organismes	0.00
Étudiants	0.00
Total	0.10

Note: Indiquer les valeurs jusqu'à deux décimales